

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Syriza-cernee>

Syriza cernée

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : dimanche 15 février 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

On savait que l'expérience Syriza serait une leçon de choses en politique, la mise à nu, toutes technicités juridico-financières envolées, des ressorts fondamentaux de la puissance et de la souveraineté. De ses confiscations dans des institutions aussi. Nous y sommes - et encore plus vite que prévu.

Comme on pouvait s'y attendre également, le lieu névralgique du rapport de force se trouve à Francfort, à la Banque centrale européenne (BCE). Ce qu'aucun article des traités européens ne permet juridiquement - mettre à la porte un Etat-membre - c'est la BCE, hors de toute procédure, par une opération entièrement discrétionnaire sans aucun contrôle démocratique, qui le peut. Et qui vient d'en donner l'avant-goût, dix jours à peine après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement malséant, porté par un mouvement populaire ayant le front de réclamer la fin de l'absurde tourment auquel le pays a été soumis par notre chère Europe, un pays en situation de crise humanitaire [1] - au coeur de l'Union européenne (UE) et, plus encore, *par l'Union !* -, un pays pour lequel, après quelques autres, il faudrait maintenant songer à formaliser juridiquement l'idée de persécution économique - et nommer les persécuteurs. Là contre, le peuple grec s'est donné un gouvernement légitime, mandaté pour faire cesser cet état de persécution. Un gouvernement souverain.

Lire aussi Serge Halimi « [La gauche grecque peut-elle changer l'Europe ?](#) » *Le Monde diplomatique*, février 2015.

Comme on le sait depuis longtemps, depuis le début en fait, à la question de la souveraineté, la réponse européenne est non. Saint Jean-Claude bouche d'or, qui ne loupe pas une occasion, a livré sa vision terminale de la politique : « *il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* » [2]. Et le peuple grec est invité à crever la gueule ouverte, mais démocratiquement, c'est-à-dire d'après les traités.

Il doit être assez clair maintenant que la leçon de choses a à voir avec deux conceptions radicalement différentes de la démocratie : la démocratie comme asservissement aux traités, contre la démocratie comme souveraineté populaire. Sous la formulation alternative de « [passer sous la table ou la renverser](#) », il s'agissait bien de nommer ce point de bifurcation qui verra, selon sa résolution, l'une ou l'autre de ces conceptions l'emporter. On s'y dirige à grande vitesse et, portant au jour la vérité hors-traité des traités, la BCE vient de montrer à tous de quel bois démocratique l'Union se chauffe.

Le chantage de la BCE, ou la nudité du rapport de force

Ce que les opérations ordinaires de la politique monétaire ont usuellement pour propriété de voiler apparaît ici en pleine lumière : dans les procédures techniques du refinancement se trouve repliée toute une vision du monde et, comme toujours, c'est en situation de crise qu'elle se révèle pleinement. Couper la ligne du refinancement aux banques grecques n'admet ici aucune justification proprement monétaire. N'était-ce pas d'ailleurs par un geste souverain - car la souveraineté ne disparaît jamais complètement : elle migre - que la BCE avait décidé de détendre ses propres règles et d'admettre en collatéraux les titres de la dette grecque quoique tombés hors de la catégorie *investment-grade* ? C'est par un geste également souverain, mais inverse, qu'elle vient de revenir discrétionnairement sur cette facilité, manière évidente de faire savoir au gouvernement grec que, précisément, dans les dispositions qui sont les siennes, il n'est plus du tout question de lui faire la vie facile.

Dans une stratégie soigneusement graduée de la constriction, la BCE fait connaître sa force et ne met pas (encore) le système bancaire grec entièrement à genoux. Il reste à ce dernier une source de refinancement en la procédure exceptionnelle dite ELA (*Emergency Liquidity Assistance*). Mais d'une part cette procédure est plus coûteuse

puisqu'elle fournit de la liquidité à un taux de 1,55 % contre... 0,05 % pour les procédures ordinaires. D'autre part l'ELA, en tant que programme « spécial », fait l'objet d'un strict contingentement en volume, de sorte que, la ligne étant susceptible à tout instant d'être brutalement coupée, le système bancaire grec, et le gouvernement derrière, sont installés dans la plus extrême précarité. Enfin, et peut-être surtout, les opérations ELA sont « déléguées » aux banques centrales nationales, en l'occurrence rejetées sur la Banque centrale de Grèce. La signification de ce mouvement de défausse est parfaitement claire, qui fait d'ailleurs écho aux orientations du QE (*Quantitative Easing*) récemment annoncé : il s'agit d'une stratégie de cantonnement. Désormais les titres de dette grecque ne finiront plus dans le bilan de la BCE elle-même, mais parqués dans celui de la Banque centrale grecque. L'avertissement est limpide : « n'oubliez pas une seconde que la menace à la sortie nous fera quelque effet, d'ailleurs nous sommes en train de créer les conditions pour que, à défaut de vous soumettre, vous preniez la porte avec vos propres encombrants ».

Nous savons donc maintenant jusqu'où va l'extrémisme libéral européen. Car Tsipras a beau en avoir considérablement rabattu, et renoncé aux annulations d'une dette pourtant insoutenable, la simple idée, à cadrage macroéconomique invariant, de réallouer la dépense publique d'une manière qui ne satisfasse pas pleinement à la conditionnalité de l'ajustement structurel est en soi une hérésie inadmissible. Certes le programme minimal d'urgence humanitaire (réaugmenter le salaire minimum et les plus basses pensions, réembaucher quelques milliers de fonctionnaires) ne pouvait se faire par simple réallocation au sein d'une enveloppe de dépense rigoureusement invariante. Certes encore, le surplus de prélèvement fiscal que Syriza a concédé devoir mettre en face est laissé à l'aléa de la capacité d'une administration fiscale extrêmement défaillante - s'il y a une seule « réforme structurelle » à conduire urgemment, c'est bien de ce côté qu'elle se trouve, tout le monde en convient, les Grecs au tout premier chef, il se pourrait même que Syriza, moins compromis que tous les autres partis dans le marécage clientéliste, soit le plus à même de la porter. Certes donc, le programme minimal appelle sans doute une extension du déficit *ex ante*.

Il n'est même pas certain que ce dernier se confirme en déficit *ex post*, bien au contraire. Avec un talent confirmé d'étrangleur, c'est l'UE et ses restrictions aveugles qui ont précipité la Grèce dans une dépression dont on ne trouve plus d'équivalent qu'en celle des Etats-Unis dans les années 1930. Si bien que ce que, par paresse intellectuelle, on nomme « la dette grecque » n'est en fait *pas* la dette *des Grecs* : l'explosion des déficits et l'effondrement de la croissance à partir de 2010 sont moins le produit de l'incurie grecque que d'un assassinat de politique économique administré par l'Union en guise de « sauvetage ». De sorte que lorsque les Etats-membres prêtent pour tenir la Grèce à flot, c'est en bonne partie pour écoper le naufrage qu'ils ont eux-mêmes causé. On pourrait dire par court-circuit qu'au travers de la Grèce, l'UE prête pour l'UE ! Splendide opération qui aurait toute sa place dans un théâtre de l'absurde - si l'on excepte les investisseurs dont certains, en dépit de la restructuration, auront bien profité au passage.

En tout cas la redistribution de pouvoir d'achat en direction de ceux dont on est bien certain qu'ils le dépenseront intégralement est la plus rationnelle des politiques économiques - mais d'une rationalité qui a depuis belle lurette déserté les esprits européens. C'est en vue du financement intermédiaire d'un déficit temporaire qui avait de bonnes chances de s'auto-couvrir que le gouvernement grec s'était tourné vers la BCE. Nous connaissons maintenant la réponse et nous savons quel degré d'aide les institutions européennes sont disposées à apporter au peuple grec, dont le tableau des misères devrait leur faire honte : nul.

Syriza abandonnée de tous

Ce sont des salauds. Et ils sont partout. Reuters a rendu publique la teneur d'un rapport allemand préparé en vue de la réunion des ministres des finances du 5 février [3] : c'est non sur toute la ligne. Non et rien, les deux mots de la démocratie-européenne-selon-les-traités. Croit-on que l'Allemagne soit seule en cause dans cette ligne de fer ? Nullement - ils sont partout. Ni l'Espagne, ni l'Irlande, ni - honte suprême - la France « socialiste » ne viendront en aide à Syriza. Et pour une raison très simple : aucun d'entre eux n'a le moindre intérêt à ce qu'une expérience alternative puisse seulement se tenir : dame ! c'est qu'elle pourrait réussir ! Et de quoi alors auraient l'air tous ces

messieurs d'avoir imposé en pure perte à leurs populations un traitement destructeur ? De ce qu'ils sont. Des imbéciles, en plus d'être des salauds.

On n'aimerait pas être à la place de Tsipras et de ses ministres : seuls et abandonnés de tous. Mais l'Union européenne se rend-elle bien compte de ce qu'elle est en train de faire ? Il y avait de sérieuses raisons de penser qu'une combinaison minimale de dureté en coulisse et d'amabilité en façade permettrait un faux compromis qui aurait vu *de facto* Syriza plier sur toute la ligne ou presque - à quelques concessions-babioles dûment montées en épingle. Entre le désir de rester dans l'eurozone, les effets inertiels du recentrage de campagne, le découplage des institutions politiques qui protège un moment les gouvernants, il était probable que Tsipras aurait choisi un mauvais compromis qui gagne du temps et, laisse l'espoir (qui fait vivre) d'une possible amélioration future.

Mais il y a des degrés dans l'offense auquel, sauf à abdiquer toute dignité, un chef d'Etat peut difficilement consentir. Et tout se passe comme si l'UE était en train de pousser elle-même la Grèce vers la sortie. En s'en lavant les mains naturellement. Mais en ne laissant guère plus d'autre choix au gouvernement grec - passer sous la table ou la renverser, on n'en sort pas... C'est-à-dire, quand les conditions minimales d'estime de soi ne sont plus réunies pour passer dessous, renverser - comme on sait, la position défendue ici de longue date tient que cette Europe n'est pas amendable et que « renverser » est la seule solution offerte à un affranchissement d'avec la camisole libérale.

Si jamais on en venait à ce point critique, les événements connaîtraient un de ces emballements qui font l'histoire. Car tout devrait aller très vite : séparation immédiate de la Banque centrale grecque du Système européen des banques centrales (SEBC), répudiation complète de la dette, instauration d'un contrôle des capitaux, nationalisation-réquisition des banques. Dans une interview à laquelle on n'a probablement pas assez prêté attention, Yanis Varoufakis lâche une phrase qui vaut son pesant de signification : « *nous sommes prêts à mener une vie austère, ce qui est différent de l'austérité* » [4] Et en effet c'est très différent, radicalement différent même. Entre la vie austère et l'austérité, il y a l'abîme qui sépare une forme de vie pleinement assumée et la soumission à une tyrannie technique. Car il est certain que la sortie de l'euro n'aurait rien d'un dîner de gala. Mais c'est faire de la politique, et au plus haut sens du terme, que de prendre à témoin le peuple et de lui mettre en mains les termes de son choix : nous pourrions bien, en effet, être plus pauvres un moment mais, d'abord, sous une tout autre répartition de l'effort, et surtout en donnant à cette « vie austère » la signification hautement politique d'une restauration de la souveraineté, peut-être même d'un profond changement de modèle socioéconomique.

De nouveau la politique

En tout cas pour la première fois depuis très longtemps, il y a à la tête d'un pays européen des gens qui savent ce que c'est vraiment que la politique - une histoire de force, de désirs et de passions -, soit l'exact contraire des comptables-eunuques qui gouvernent partout ailleurs, à l'image du têtard à lunettes dont la couverture de *L'Obs*, qu'on créditerait ici volontiers d'un second degré inhabituellement fielleux, révèle qu'il est l'une des têtes pensantes de François Hollande.

[Incidentement, pour savoir à quoi ressemblent de vrais hommes politiques, c'est-à-dire des gens qui ont touché l'essence de la politique, une essence violente et forte, il faut regarder la tête des anciens directeurs du Shin Beth, le service secret israélien, interviewés dans le formidable documentaire *The Gatekeepers*, et qui, quoi qu'on pense par ailleurs de leur action [5], ont eu à agir en l'un des lieux de la planète où l'essence tragique du politique se donne à voir sous sa forme la plus haute. Et puis après admirer une photo de Michel Sapin. Ou le sourire d'Emmanuel Macron.]

Lire aussi Thierry Vincent « [Un espoir modéré, la crainte des coups tordus](#) » *Le Monde Diplomatique*, février 2015.

Il n'est pas inopportun de faire pareil rappel, car ce tragique-là plane aussi sur la Grèce, qui doit compter avec ses

salads de l'intérieur. Dans un article qui éclaire un aspect oublié de la situation grecque, Thierry Vincent [6] ne fait pas que remettre en mémoire le passé somme toute pas si lointain des colonels, mais la réalité très présente d'un appareil d'Etat gangrené pas seulement par la corruption ordinaire mais aussi par des forces sombres, substructure étatique constituée, comme toujours, autour des appareils de force, police, justice, armée, dont les connivences avec les néo-nazis d'Aube Dorée sont maintenant patentées, et où macèrent potentiellement les pires tendances factieuses. L'obsession économique finirait presque par faire oublier que le risque dominant auquel se trouve confrontée l'expérience Syriza est probablement politique, et tient moins à un rééchelonnement de dette mal fagoté qu'à ce que Thierry Vincent nomme les « coups tordus », et qu'il faudrait peut-être nommer « coup » sans autre qualificatif. Car voyons, dans les termes de notre alternative : passer sous la table, par quoi on entend ne rien obtenir de significatif, c'est épuiser l'idée même d'alternative progressiste en Grèce, et dégager la piste à la seule alternative restante - la pire. Mais renverser la table, c'est possiblement, par enchaînements successifs, entrer en confrontation directe avec le capital, et l'on sait de quelle manière les « démocraties » ont historiquement accoutumé de traiter ce genre de désaccord...

La preuve par Syriza ?

A la remorque de la psychorigidité allemande, l'Europe des ahuris, les Juncker, Moscovici, Sapin, etc., radicalement ignorants de ce qu'est vraiment la politique, jouent en toute inconscience avec le malheur des peuples, sans le moindre égard pour les forces obscures qui commencent à tournoyer au-dessus d'eux. Il faut dire qu'en matière d'ahuris, ils se sont trouvé de fameux intellectuels organiques, à l'image de Bernard Guetta, par exemple, qui entame sur le tard une improbable carrière de situationniste - mais à l'envers. Guy Debord tenait que, dans la société du spectacle, « le vrai est un moment du faux ». Chez Guetta, c'est le faux qui est un moment du vrai. Il suffit en effet de reprendre sa chronique « *La preuve par Syriza* » [7] et d'en inverser méthodiquement tous les termes pour avoir une représentation d'assez bonne qualité de l'état de l'UE et des gauches européennes - là où la lecture littérale livre une fantasmagorie sous produits à courir tout nu dans les prés. Car nous sommes le 27 janvier, et Guetta voit l'aube européenne se lever dans l'arrivée simultanée de Syriza et du *Quantitative Easing*...

Or il faut avoir bonne vue, ou bien l'aide de quelques sérotoninergiques, pour voir « *s'annoncer de nouvelles politiques économiques européennes* » au motif que la BCE, au terme de luttes intestines longtemps indécises, cinq ans après toutes les grandes banques centrales du monde, et ayant dû attendre une situation de désinflation patentée pour être juridiquement fondée à agir, a enfin lancé son programme à elle de *Quantitative Easing*. Dont on sait déjà qu'il ne produira pas grand effet.

Et l'aide de substances plus brutales encore est requise pour nous appeler à réaliser que « *non, l'unité européenne n'est pas en elle-même un projet libéral* ». « *Ce n'est qu'un début* », s'exclame le défoncé, « *mais que la séquence est belle* ». Quand les infirmiers auront achevé de l'embarquer, on ne retiendra que le titre de l'article manifestement écrit dans des conditions à faire peur à un cycliste, mais qui dit contre toute attente une chose très vraie : le caractère probatoire de l'expérience Syriza. En effet, il va bien y avoir une « preuve par Syriza ». Mais la preuve de quoi ?

Frédéric Lordon

[La pompe à phynance](#). Les Blogs du Diplo. Paris, 6 février 2015,

[1] Voir Sanjay Basu et David Stuckler, « [Quand l'austérité tue](#) », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2014

[2] Jean-Claude Juncker, [entretien](#), *Le Figaro*, 29 janvier 2015.

[3] « [ECB cancels soft treatment of Greek debt in warning to Athens](#) », *Reuters*, 4 février 2015.

[4] « [Nous sommes prêtes à mener une vie austère](#) », *Le Monde*, 25 janvier 2015.

[5] En l'occurrence, tous ceux qui ont vu le documentaire savent que ces anciens responsables des services secrets livrent une mise en accusation accablante de la politique des gouvernements israéliens depuis des décennies.

[6] Thierry Vincent, « [Un espoir modéré, la crainte des coups tordus](#) », *Le Monde Diplomatique*, février 2015.

[7] Bernard Guetta, « [La preuve par Syriza](#) », *Libération*, 27 janvier 2015.